

Séance du Grand Conseil

Mardi 3 mai 2011

de 14 h.00 à 17 h.00

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
 OA+M = objet adopté avec modification
 RET = objet retiré
 REF = objet refusé
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat
 RENV-COM = objet renvoyé en commission
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

*Groupe thématique de liaison avec les communautés religieuses à 12h15
 Dépôt des questions orales jusqu'à 16h30.*

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications			
	2.	Dépôts			
	3.	(GC 159) Rapport du Bureau du Grand Conseil et prestation de serment de Monsieur Fabrice De Icco, nouveau député	GC	Yersin J.R.	
	4.	(11_INT_507) Interpellation Vassilis Venizelos - Gaz de schiste dans le canton de Vaud : nouvel Eldorado ? (Ne souhaite pas développer)			
	5.	(11_INT_504) Interpellation Jean-Michel Dolivo et consort - Pourquoi le Conseil d'Etat refuse de se soumettre à une décision de justice et joue-t-il la montre ? (Souhaite développer)			
	6.	(11_INT_505) Interpellation Stéphane Montangero et consorts - Quelle politique le Conseil d'Etat entend-il demander à ses délégué-e-s au sein des entreprises électriques ? (Souhaite développer)			
	7.	(11_INT_506) Interpellation Stéphane Montangero et consorts - Financement des partis politiques par les compagnies électriques : les électrons auraient-ils une couleur politique ? (Souhaite développer)			
	8.	(11_POS_247) Postulat Olivier Feller et consorts au nom du groupe radical demandant de réduire la consommation d'électricité de l'Etat (Ne souhaite pas développer et demande le renvoi en comm. avec plus de signatures)			
	9.	(11_POS_246) Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts demandant de mieux comprendre les maladies et tumeurs hormono-dépendantes (en particulier, les cancers du sein et des testicules) pour agir de manière préventive (Souhaite développer et demande le renvoi au CE avec plus de signatures)			

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
 OA+M = objet adopté avec modification
 RET = objet retiré
 REF = objet refusé
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat
 RENV-COM = objet renvoyé en commission
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	10.	(319) Exposé des motifs et projet de loi sur les écoles de musique et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil : - sur la motion Jean-Yves Pidoux et consorts demandant l'élaboration d'une loi sur les écoles de musique - sur le postulat Pierre Salvi demandant au Conseil d'Etat de présenter un rapport sur la politique culturelle et un projet de loi visant à reconnaître, tout en le clarifiant, le rôle de l'Etat dans la politique de formation musicale du canton - sur le postulat Xavier Koeb demandant au Conseil d'Etat d'établir des règles afin d'harmoniser les salaires et les couvertures sociales des enseignants de musique dans le canton - sur le postulat Olivier Feller au nom du groupe radical visant à stabiliser les subventions cantonales versées aux conservatoires et écoles de musique - sur le postulat Raphaël Mahaim et consorts visant à dégager des pistes pour faire aboutir les négociations avec les communes dans le cadre de l'élaboration de la loi sur les écoles de musique et Réponses du Conseil d'Etat au Grand Conseil les interpellations : - Arthur Durant et consorts concernant les écoles de musique non-membres de l'AVCEM (Association vaudoise des conservatoires et écoles de musique) - Josiane Aubert "Loi vaudoise de soutien à la formation musicale non professionnelle : faudra-t-il attendre les calendes grecques ?" sur l'interpellation Jean-Marie Surer au nom du centre-droite vaudois "La loi sur les écoles de musique : quels moyens pour sortir de l'impasse ?" sur la pétition "Réajustement de la subvention cantonale pour les écoles de musique" (2ème débat)	DFJC.	Bernhard M.	
	11.	(340) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Catherine Roulet demandant la suppression des distributeurs de boissons sucrées et encas sucrés et gras dans les écoles vaudoises, afin de préserver la santé des enfants et adolescents.	DFJC.	Calpini C.	
	12.	(10_MOT_116) Motion Claude-Eric Dufour et consorts demandant une loi spécifique concernant l'accueil parascolaire	DFJC	Schwaar V.	

Séance du Grand Conseil

Mardi 3 mai 2011

de 14 h.00 à 17 h.00

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
 OA+M = objet adopté avec modification
 RET = objet retiré
 REF = objet refusé
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat
 RENV-COM = objet renvoyé en commission
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	13.	(10_INT_366) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc-Olivier Buffat et consorts intitulée "Musée cantonal des Beaux-Arts (MCBA) dans la halle CFF de Lausanne : le Conseil d'Etat entend-il assumer son rôle de locomotive ?"	DFJC.		
	14.	(10_INT_390) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc-Olivier Buffat - Partenariat privé-public pour les musées vaudois?	DFJC.		
	15.	(10_INT_428) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Fabienne Despot - Faut-il maintenir tel quel le projet de musée des Beaux-Arts?	DFJC.		
	16.	(10_INT_432) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc Olivier Buffat au nom du groupe radical - Départ de la collection Planque: quelles conséquences pour le projet de Musée cantonal des Beaux-Arts dans la halle des locomotives CFF à Lausanne?	DFJC.		
	17.	(338) Préavis du Conseil d'Etat sur l'initiative constitutionnelle Cesla Amarelle modifiant l'art. 144 Cst-VD (mode d'élection des conseils communaux)(2ème débat)	DINT.	Christen J. (Majorité), Surer J.M. (Minorité)	
	18.	(350) Exposé des motifs et projet de décret complémentaire ordonnant la convocation des électeurs - Initiative constitutionnelle Cesla Amarelle et consorts demandant une modification de la Constitution du Canton de Vaud aux fins d'y modifier l'article 144 alinéa 3 (Composition et organisation du Conseil communal)(2ème débat)	DINT.	Christen J. (Majorité), Surer J.M. (Minorité)	
	19.	(10_PET_059) Pétition pour le soutien de M. Rizgar Hussein	DINT	Jungclaus Delarze S.	
	20.	(357) Exposé des motifs et projet de décret modifiant le décret du 12 septembre 1994 pour la création d'un compte spécial intitulé "Crédit d'inventaire" pour les investissements des Hospices cantonaux (DCSHC) (1er débat)	DSAS.	Grognuz F.	

Séance du Grand Conseil

Mardi 3 mai 2011

de 14 h.00 à 17 h.00

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
 OA+M = objet adopté avec modification
 RET = objet retiré
 REF = objet refusé
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat
 RENV-COM = objet renvoyé en commission
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	21.	(376) Exposé des motifs et projets de lois modifiant : - la loi sur la planification et le financement des établissements sanitaires d'intérêt public (LPFES) - la loi sur la santé publique (LSP) - la loi d'aide aux personnes recourant à l'action médico-sociale (LAPRAMS) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Jacques Perrin et consorts au nom du groupe radical - LPFES : réactiver le dossier en dissociant ses volets(1er débat)	DSAS.	Jobin P.	
	22.	(10_INT_473) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Marie Surer et consorts - Un secrétaire général adjoint "simplement scandaleux" ?	DSAS.		
	23.	(11_INT_476) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Payot - Caisse cantonale d'allocations familiales - Que se passe-t-il?	DSAS.		

Secrétariat général du Grand Conseil